

CTL 25 avril 2012

Déclaration liminaire des élu(e)s CGT

Monsieur le Président,

La réunion de ce comité technique intervient, vous en conviendrez, dans un contexte particulier. Le résultat du premier tour de l'élection présidentielle révèle, s'il en était besoin, l'état de la société française après plus de deux décennies d'application des logiques économiques libérales.

A une crise du capitalisme sans précédent depuis celle de 1929, Sarkozy et son gouvernement auront répondu par une politique de casse généralisée des droits sociaux.

Alors que profits et dividendes des grands groupes ont continué à s'accumuler depuis le déclenchement de la crise en 2008, le gouvernement n'aura eu de cesse de se servir de la question de la dette publique pour justifier toutes les remises en cause du modèle social français, aggravant les inégalités et la pauvreté dans le pays comme jamais sur les trente dernières années.

Qui plus est, le triste personnage qui est censé présider aux destinées du pays n'hésite plus à se vautrer dans la rhétorique d'extrême droite la plus abjecte, employant, tout au long de la campagne, les propos et arguments des ligues factieuses des années trente, insistant dans une logique de désignation de boucs émissaires.

Ainsi, après avoir jeté en pâture à l'opinion l'étranger ou les soi disant assistés, il s'attaque aujourd'hui aux organisations syndicales de salariés et aux corps intermédiaires en général, s'apprêtant, à l'image de Philippe Pétain en 1941, à détourner et récupérer ce 1^{er} mai symbole des luttes du mouvement ouvrier.

Il réaffirme par là même, sa volonté de se livrer à une énième opération de division de la société française.

Division entre ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas, entre les jeunes et les retraités, entre les fonctionnaires et les salariés du privé, entre le travailleur d'origine étrangère et le travailleur français.

Face à la brutalité de ce gouvernement et aux chiens de garde du capitalisme financier qui présentent les plans de rigueur et de réduction des dépenses publiques comme les seules réponses à la crise, la CGT est bien consciente qu'il nous faut résister.

Résister pour exiger et imposer l'application de mesures immédiates :

- ▶ revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux ;
- ▶ contrôler les aides publiques aux entreprises ;
- ▶ contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements ;
- ▶ supprimer les exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires ;
- ▶ rétablir la retraite à 60 ans ;

Tarbes, le 25 avril 2012

**Syndicat CGT Finances Publiques
Section des Hautes Pyrénées**

Centre des Finances Publiques de Tarbes

1 boulevard du maréchal Juin

65 023 Tarbes cédex 9

<http://www.financespubliques.cgt.fr/65/>

cgt.ddfip65@dgfip.finances.gouv.fr

- ▶ mettre fin à la RGPP, développer les politiques publiques et les moyens des services publics et arrêter les suppressions d'emplois ;
- ▶ réformer la fiscalité en profondeur ;
- ▶ créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits ;
- ▶ taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux ;
- ▶ mettre en place un fond européen de solidarité sociale et de développement économique.

La CGT ne se résout pas au vote pour le Front national de millions d'électeurs et au renforcement de la place de l'extrême droite dans la vie politique française. Nicolas Sarkozy et sa majorité y auront largement contribué en flattant les thèses de ce parti tout au long du quinquennat. C'est une voie dangereuse pour la cohésion du pays et la recherche de réponses favorables au progrès social.

Le 6 mai, les salariés sont de nouveau appelés aux urnes. Pour la CGT, au vu du bilan et des projets du Président de la République, sa réélection ouvrirait, à coup sûr, une nouvelle séquence de lourds reculs sociaux inspirés des exigences patronales.

Battre Nicolas Sarkozy en élisant un nouveau Président de la République est nécessaire. C'est contribuer à créer un contexte plus favorable aux revendications et au progrès social qui nécessiteront toujours des mobilisations syndicales.

C'est réaffirmer la légitimité de l'action syndicale dans un pays démocratique.

Dans ce contexte, la CGT appelle l'ensemble des salariés du privé comme du public, des simples agents aux cadres dirigeants, les retraités et privés d'emploi à participer massivement aux manifestations syndicales unitaires du 1er mai :

- ▶ pour conforter la place que les réponses aux revendications sociales doivent prendre dans les politiques à venir ;
- ▶ pour réaffirmer que la lutte pour le progrès social appelle à la solidarité de l'ensemble des travailleurs, quelles que soient leurs origines, leurs nationalités ou leurs croyances ;
- ▶ pour exiger que le progrès social soit placé au cœur des politiques européennes.

Rendez-vous est donné le 1^{er} mai aux salariés et citoyens du département à la Bourse du Travail à 10 H 30.

